

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 29 mai 2025

ZOOM : ZONE – LES REMESAS, A L'IMPORTANCE CROISSANTE, SONT VISEES PAR UNE TAXE DE D. TRUMP

Bolivie 3

Confronté à une situation de balance des paiements complexe, le gouvernement adopte de nouvelles mesures pour faciliter l'entrée de dollars 3

Le pouvoir législatif interrompt des contrats d'exploitation de lithium conclus avec une société russe et une société chinoise 3

Colombie 3

En 2024, le tourisme enregistre une croissance de +4,7 %, et reste un moteur de l'économie colombienne 3

En mai, la confiance du marché boursier atteint un niveau record 4

Hausse de +10 % en g.a. des prix des logements neufs au T1 2025 4

Equateur 4

L'indice de risque pays s'établit en dessous des 1000 pdb 4

Le président Daniel Noboa souhaite augmenter l'investissement public 5

Pérou 5

Hausse de l'objectif de déficit dans la règle budgétaire, après deux années de manquement 5

Les remesas augmentent de +5,5% au T1 2025 5

Suriname 5

Résultats des élections législatives du 25 mai 5

Début de la construction du FPSO du projet *Granmorgu* 6

Venezuela 6

Les États-Unis autorisent Chevron à conserver ses actifs au Venezuela après la péremption de la Licence Générale 41B 6

Zoom : Zone – Les remesas, à l'importance croissante, sont visées par une taxe de D. Trump

Les *remesas* (transferts de fonds envoyés par les migrants vers leur pays d'origine, souvent à leur famille) constituent une source de revenus majeure et croissante pour les pays andins. **En 2024, en Colombie, les remesas ont atteint 11,8 Md\$ (2,8 % du PIB, +17,4 % en g.a.),** et 3,1 Md\$ au T1 2025 (+15,8 % en g.a.). Entre février 2024 et février 2025, pour la première fois, les *remesas* ont généré davantage de devises que les exportations de pétrole (12,0 Md\$ vs. 11,9 Md\$). De plus, ces ressources représentent près de 4 % des dépenses des ménages colombiens. Les analystes estiment qu'elles pourraient atteindre 13 Md\$ en 2025 (3,1 % du PIB).

En 2024, en Equateur, les remesas se sont établies à 6,5 Md\$, soit 5,3% du PIB. Ces transferts ont doublé depuis 2020 (3,3 Md\$, 3,4% du PIB). **Au Pérou, les remesas se sont élevées à 5 Md\$ (1,7 % du PIB, +11,2 % en g.a.).** Pour ces trois pays, les remesas proviennent en majorité des Etats-Unis : à hauteur de 53 % pour la Colombie, de 74 % pour l'Equateur et de 57 % pour le Pérou.

L'importance de ces envois de fonds s'observe dans toute la région Amérique latine et Caraïbes : en 2024, le volume total des *remesas* de la zone s'est élevé à 161 Md\$ (+5 % en g.a.), soit 2,3 % du PIB de la région. Pour certains pays d'Amérique centrale, le poids de ces transferts est encore plus important : au Nicaragua et au Honduras, ils représentent respectivement 27,6 % et 25,9 % du PIB. Enfin, les remesas représentent en moyenne entre 6 % et 23 % des revenus des personnes migrantes.

Dans ce contexte, la Chambre des représentants états-unienne a récemment approuvé un projet de loi baptisé « *One Big Beautiful Bill Act* » visant à réformer le système budgétaire du pays. Parmi les lois approuvées figure **une taxe de 3,5 % (initialement prévue à 5 %) sur les remesas envoyées par les migrants sans citoyenneté ni résidence permanente,** y compris ceux titulaires d'un visa. Elle permettrait de collecter environ 2,3 Md\$ à partir de 2026, soit 0,05 % du PIB des Etats-Unis.

Ce nouveau prélèvement toucherait plus de 40 millions de personnes, principalement des Mexicains et des Centraméricains, et aurait un impact sur la consommation et l'investissement, la réduction de la pauvreté, et le développement humain. Ces transferts représentent une aide non-négligeable pour les familles les recevant, et, selon certains experts, si ces dernières sont mises en difficulté, elles pourraient être contraintes de migrer à leur tour pour rejoindre leurs proches aux États-Unis. Par ailleurs, cette taxation pourrait inciter à utiliser des canaux informels (moins sûrs et affectant la sécurité financière des familles bénéficiaires), voire à impliquer des organisations criminelles, afin de contourner la taxe.

Cependant, **certaines analystes considèrent que son effet pourrait être modéré pour les pays andins :** en effet, le taux de change, le marché du travail étatsunien et le flux constant de migrants pourraient entretenir la bonne dynamique des *remesas*, et l'impact de la loi se ferait plutôt sentir à moyen terme. **Avant d'être adoptée définitivement, cette mesure devra être approuvée par le Sénat (majoritairement Républicain). Le vote devrait avoir lieu d'ici début juillet.**

Bolivie

Confronté à une situation de balance des paiements complexe, le gouvernement adopte de nouvelles mesures pour faciliter l'entrée de dollars

Le gouvernement bolivien a adopté deux décrets visant à faciliter l'entrée de devises étrangères dans le pays, à renforcer la protection de l'épargne et à stimuler le crédit productif. Le ministre de l'Économie, Marcelo Montenegro, a mis en avant l'assouplissement des conditions d'introduction de devises en espèces sur le territoire national, ainsi que de nouvelles mesures incitatives en faveur de l'épargne en monnaie locale. Parmi les annonces phares figure l'augmentation du plafond autorisé pour l'entrée sans formalités administratives de dollars états-uniens en espèces, qui passe de 10 000 \$ à 50 000 \$. Il a également insisté sur l'importance de la lutte contre la contrebande, en particulier contre la « contrebande inversée », qui désigne la sortie illégale de produits alimentaires subventionnés vers les pays voisins (dans le cadre d'un Boliviano déprécié de 137 % sur le marché parallèle vs. le taux officiel). Une autre mesure notable a été l'interdiction faite à la société publique en charge des hydrocarbures (YPFB) de mener des opérations en crypto-monnaies, telles que le Tether ; une décision qui a suscité de fortes réactions sur les marchés.

Le pouvoir législatif interrompt des contrats d'exploitation de lithium conclus avec une société russe et une société chinoise

Le tribunal de la région de Potosí a demandé au pouvoir législatif national de suspendre des contrats signés avec les entreprises Uranium One Group (Russie) et CBC (Chine) pour l'exploitation du lithium. En septembre 2024, YLB, la société publique en charge de l'exploitation du lithium, avait signé un

premier contrat avec la société russe *Uranium One Group* pour la construction d'une usine industrielle d'une capacité de 14 000 tonnes de carbonate de lithium, représentant un investissement de 970 M\$. Deux mois plus tard, un second contrat avait été conclu avec l'entreprise chinoise *Hong Kong CBC*, prévoyant l'implantation de deux usines de production de carbonate de lithium, pour un montant total de 1 Md\$. Il est reproché à ces contrats d'avoir été approuvés de manière irrégulière au sein de la Commission de l'énergie, et de manquer de justifications techniques, juridiques et environnementales solides pour les soutenir.

Colombie

En 2024, le tourisme enregistre une croissance de +4,7 %, et reste un moteur de l'économie colombienne

En 2024, la Colombie a enregistré 496 M\$ d'exportations (de services) liées aux voyages. Cette croissance a été portée principalement par les dépenses en services culturels et récréatifs (+13,3 %), et en services de restauration (+7,5 %) et d'hébergement (+6,6 %). **Le secteur du tourisme a généré 900 000 emplois** (+8,4 % par rapport à 2023, +9,2 % par rapport à 2019), dont 60 % font partie des services d'hébergement et de restauration.

Le tourisme récepteur (des visiteurs non-résidents en Colombie) a généré des revenus de 11,2 Md\$, représentant 74 % du secteur (49 200 Md COP, +5,6 % par rapport à 2023); tandis que le tourisme intérieur (les résidents) a généré des revenus de 4,3 Md\$ (17 600 Md COP, +2 %). Le nombre de voyages intérieurs a connu une hausse de +15,4 % (47,4 M en 2023 vs. 54,8 M en 2024).

En mai, la confiance du marché boursier atteint un niveau record

En mai, l'indice de confiance du marché boursier — qui reflète la part des analystes anticipant une hausse du MSCI COLCAP sur un an — a atteint 96 %, son niveau le plus élevé depuis décembre 2019. L'indice a connu une hausse mensuelle de +12,7% et une augmentation de +13,2% en g.a. Cette dynamique résulte de l'évolution positive de l'indice MSCI COLCAP (ainsi que des anticipations d'une poursuite de cette tendance favorable) : **en mai, il s'est établi en moyenne à 1656 points**, porté par une croissance mensuelle de +2,6% et une croissance de +18 % en g.a. Par ailleurs, l'indice d'immunité du marché boursier¹ est passé de 56 % en avril à 75 % en mai, témoignant d'une meilleure perception de sa résilience face aux incertitudes des marchés internationaux. Enfin, peu d'actions comprises dans cet indice ont enregistré des pertes cette année : la grande majorité a affiché des gains, allant de +2 % à +70 %.

Hausse de +10 % en g.a. des prix des logements neufs au T1 2025

Cette hausse est légèrement moins importante que celle enregistrée au T1 2024 (+12 %, -2 p.p.), et a été plus importante pour les appartements (+10 %) que pour les maisons (+6,2%). Les villes ayant connu les augmentations les plus fortes sont Cúcuta (+22 %) et Popayán (+18 %). Certaines villes ont enregistré des hausses particulièrement importantes pour les ménages les plus modestes, comme Bucaramanga, où les strates économiques les plus pauvres ont connu une hausse des prix de +28,5 %. Finalement, la variation trimestrielle des prix des logements neufs s'est élevée à +3,5 %.

Cette hausse des prix coïncide avec la crise du secteur du logement en Colombie, contribuant à un manque de logements : les ventes de logements ont chuté de -38 % en 2023, ne se récupérant que marginalement, de 2,7 % en 2024. Les mises en chantier ont chuté de -23 % en 2023 et de -7 % en 2024.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,2%	32,2%	1647
Change USD/COP	-1,0%	5,1%	4126
Change EUR/COP	-1,4%	10,9%	4659
Prix du baril (Brent, USD)	0,0%	-21,8%	64,9

Equateur

L'indice de risque pays s'établit en dessous des 1000 pdb

Cette semaine, l'indice de risque pays de l'Équateur s'est établi à 995 points de base, passant pour la première fois sous le seuil des 1 000 pdb depuis février. Cette amélioration intervient dans le cadre de l'investiture de Daniel Noboa pour un second mandat présidentiel. Avant les élections, le risque pays avait déjà baissé, atteignant 912 pdb le 5 février. Toutefois, le 9 février, après les résultats serrés du premier tour, il avait brusquement grimpé à 1162 pdb, et culminé à 1 908 pdb le 10 avril. Avec un tel indice, l'Équateur aurait dû payer un taux d'environ 24 % en cas d'émission de dette sur les marchés internationaux, contre seulement 3,6 % pour les prêts issus des organismes multilatéraux. Actuellement, avec un risque pays de 995 points, ce taux serait d'environ 14 %.

¹ Proportion d'analystes qui considèrent que le marché boursier colombien aurait une faible probabilité de dépréciation au cours des six prochains mois en cas de forte baisse des marchés internationaux.

Le président Daniel Noboa souhaite augmenter l'investissement public

Le président récemment réélu a indiqué souhaiter une relance de l'investissement dans les infrastructures publiques. Il a affirmé vouloir mettre l'accent sur l'emploi, à travers des projets comme la construction de routes, ponts, écoles ou hôpitaux. Depuis 2018, les investissements publics ont fortement chuté, en raison de la baisse des recettes pétrolières et des restrictions aux financements internationaux. Ainsi, alors que l'investissement dans les infrastructures atteignait 1,5 Md\$ en 2012, il s'élevait à 157 M\$ en 2024. Par ailleurs, le gouvernement table sur le développement de projets sous la forme de partenariats public/privés pour certains projets, en particulier dans les domaines des infrastructures routières et des énergies renouvelables.

Pérou

Hausse de l'objectif de déficit dans la règle budgétaire, après deux années de manquement

En 2024, le gouvernement n'a pas respecté la règle budgétaire pour la deuxième année consécutive : le déficit budgétaire s'est élevé à 3,6 % du PIB, dépassant la limite fixée à 2,8 %. Cette dernière est plus ambitieuse pour 2025, à 2,2 % dans les prévisions du Cadre Macroéconomique Pluriannuel (MMM). Cependant, le ministre de l'Économie et des Finances, Raúl Pérez-Reyes, a récemment déclaré que le respect de cette limite risquait de freiner la dynamique économique. **Il a donc annoncé un relèvement du plafond de déficit autorisé à 2,8 % du PIB,** en contradiction avec les engagements pris dans le MMM. Des experts ont mis en garde contre cette décision, soulignant qu'en l'absence de maîtrise des dépenses publiques et de génération de revenus pérennes, l'État

s'expose à un accroissement préoccupant de son endettement. Ce relâchement budgétaire risquerait d'aggraver les déséquilibres des finances publiques et de compromettre les efforts de consolidation fiscale à moyen terme.

Les remesas augmentent de +5,5% au T1 2025

Les remesas (transferts de fonds de migrants vers leurs pays d'origine) auraient ainsi atteint **1,3 Md\$ au T1 2025**, contre 1,2 Md USD au T1 2024. Ces transferts ont représenté 1,7 % du PIB ; ce ratio est toutefois en légère baisse par rapport à la même période de l'année précédente, où il atteignait 1,8 %. Les États-Unis se sont maintenus comme la principale source de ces envois, avec une croissance particulièrement marquée, portée par la reprise de l'emploi dans le pays.

Suriname

Résultats des élections législatives du 25 mai

Les élections législatives visant à élire les 51 députés de l'Assemblée Nationale du Suriname se sont tenues le 25 mai dernier. **Le 29 mai dans la matinée, les résultats définitifs n'avaient pas encore été publiés,** mais deux partis se démarquaient par leurs scores : le NDP (gauche), qui obtient pour l'instant 34 % des voix et devrait occuper 18 sièges à l'Assemblée Nationale ; et le VHP (centre, parti du président Chan Santokhi), qui obtient 32 % des voix et devrait occuper 17 sièges. L'ABOP (centre-gauche) arrive en troisième position, avec environ 11 % des voix.

Etant donné qu'aucune majorité absolue ne s'est dégagée, **les dirigeants de six partis (le NDP, l'ABOP, le NPS, le PL, l'A20 et le BEP) ont signé une lettre d'intention dans le but de former une coalition à l'Assemblée Nationale.** Ils devraient alors disposer de 34 sièges, et

pourront décider qui sera le prochain président du pays.

Début de la construction du FPSO du projet *Granmorgu*

La société néerlandaise *SBM Offshore* a entamé la construction du FPSO (navire flottant de production, stockage et transport de pétrole) *GranMorgu*, destiné à la première exploitation pétrolière *offshore* du Suriname. Ce projet est mené en partenariat avec TotalEnergies, APA Corporation, Staatsolie, et Technip Energies. **Le FPSO *GranMorgu* sera déployé dans le bloc *offshore* 58 et devrait atteindre une capacité de production de 220 000 bpd.** Le début de la production est prévu pour 2028.

Afin de financer sa participation de 20 % dans le projet, Staatsolie (compagnie d'exploitation pétrolière nationale du Suriname) a récemment obtenu un prêt de 1,6 Md\$. Le financement total est estimé à 2,4 Md\$; Staatsolie mobilisera également des fonds propres, des flux de trésorerie issus de ses activités et des revenus d'obligations émises en mars 2025 (voir [nos précédentes brèves](#)).

Venezuela

Les États-Unis autorisent Chevron à conserver ses actifs au Venezuela après la péremption de la Licence Générale 41B

Chevron a récemment déclaré que, malgré l'expiration de la Licence Générale 41B, la présence de l'entreprise au Venezuela serait conforme à toutes les lois et réglementations, y compris le cadre des sanctions établi par les États-Unis.

Cette semaine, **le département du Trésor états-unien, via l'OFAC, a délivré à Chevron une licence simplifiée, ou lettre de conformité.** Ce document serait similaire à la Licence Générale 8 dont a bénéficié l'entreprise pendant le premier mandat de Trump: autorisation de conserver ses actifs, mais interdiction de les exploiter ou d'en acquérir de nouveaux, d'exporter du pétrole, de verser des impôts à l'Etat vénézuélien ou de recevoir des paiements de PDVSA (compagnie publique d'exploitation pétrolière au Venezuela). Ce permis réduirait le risque que le Venezuela saisisse les actifs de Chevron, tout en donnant à l'entreprise la possibilité de reprendre ses activités si les relations bilatérales entre Caracas et Washington s'amélioraient.

Selon les experts, l'arrêt de l'exploitation pétrolière par des sociétés étrangères comme Chevron pourrait entraîner une chute des entrées en devises de 8 Md\$, une augmentation de l'inflation, et une dépréciation accrue du bolivar. Les devises liées à Chevron représentent 40 % des devises que perçoit le pays. Chevron produit 1/5^{ème} de la production pétrolière du Venezuela.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)